1- Quel narratif pour le « mythe » du marché ?

1. Le marché intérieur appartient-il aux mythes identitaires grâce auxquels les membres d'une communauté politique peuvent s'identifier ?
2. Considérant le fait que « la vérité du mythe ne tient pas à son exactitude, mais à son efficacité »¹, le marché est-il en mesure de raconter une histoire, de partager une mémoire et un destin commun ?
3. Le marché peut-il s'apparenter à un mythe idéologique, d'ailleurs souvent un mythe de fondation (comme les mythes du progrès, de la liberté, du bien-être, etc.) ayant l'aptitude de générer des idéaux et d'alimenter la formulation d'une vision utopique propre à une communauté politique ?
4. Quel récit aujourd'hui pour mobiliser les citoyens vis-à-vis du marché intérieur, récit susceptible d'être ensuite formalisé et transformé en normes ?
5. Le droit du marché n'est-il pas devenu, plus nettement que par le passé, un instrument politique (et non plus technique) au service d'objectifs stratégiques de l'Union européenne ? L'on peut songer à « la transition écologique équitable, y compris les objectifs climatiques » érigée, dans la réforme du cadre de gouvernance économique de l'Union, au rang de « priorité commune de l'Union »². L'autonomie stratégique de l'Union appartient également aux objectifs stratégiques qui ont peut-être vocation désormais à sous-tendre le droit du marché.
6. Le marché est-il encore un mythe mobilisateur ou, au contraire, un récit dépassé qui tend à freiner l'intégration européenne ?
7. Est-ce que d'autres paradigmes sont susceptibles de s'imposer concernant le mythe du marché dans la construction européenne, tel que le paradigme sécuritaire et/ou environnemental ?

2- Concernant la méthode employée pour réaliser le marché intérieur

1. Quelle méthode pour approfondir le marché intérieur et éviter sa (re)fragmentation? Selon certains observateurs avertis, il serait nécessaire de revitaliser la méthode dite Delors de l'harmonisation combinée à l'application du principe de la reconnaissance mutuelle. La tendance au développement d'une « fausse harmonisation » caractérisée par une législation incomplète altérée par le jeu des dérogations et de normes minimales de rapprochement est

¹ Th. Hentsch, « L'usage de l'autre dans la construction du mythe de l'Europe » in *Orient-Occident. Ecrits politiques dispersés*, Les Presses Universitaires de Montréal, 2019, p. 165.

² Art. 13, c), i) du règlement (UE) 2024/1263 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2024 relatif à la coordination efficace des politiques économiques et à la surveillance budgétaire multilatérale et abrogeant le règlement (CE) n° 1466/97 du Conseil. Ce même règlement renvoie à cet égard aux objectifs climatiques fixés dans le règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique

déplorée par certains experts. Qu'en pensez-vous ?

2. La méthode de la normalisation qui a connu un essor remarquable à compter de « la nouvelle approche » est-elle toujours adaptée pour assurer la mise sur le marché européen des produits et des services mis à disposition des citoyens de l'Union ?
3. Le cadre de production de la norme marchande au sein du marché intérieur est-il optimal ? Intègre-t-il suffisamment les intérêts des consommateurs et la promotion de l'intérêt général de l'Union ?
4. Comment présentez-vous l'harmonisation réalisée au sein du marché intérieur dans le cadre de vos propres enseignements ? Parlez-vous encore de la « nouvelle approche » héritée de l'époque de la Commission Delors ?

3- Concernant la substance et les contours du marché « intérieur »

1. Est-il encore pertinent de segmenter le marché en grandes libertés ? Les quatre libertés héritées de l'histoire de la construction européenne sont-elles encore d'actualité ?
2. Que penser de la proposition d'Enrico Letta d'ajouter une cinquième liberté aux quatre libertés préexistantes, construite pour renforcer la recherche, l'innovation et l'éducation dans le marché unique ? Le secteur de la santé est en particulier identifié comme un secteur, possédant une importance critique, susceptible de bénéficier de la mise en œuvre de cette 5^e liberté³.
3. Est-ce que les contours même du marché européen doivent être repensés à la lumière des objectifs stratégiques de l'Union ? Le rapport d'Enrico Letta évoque la nécessité de développer un « nouveau marché unique » (*A new Single Market*) qui serait intrinsèquement lié aux objectifs stratégiques de l'Union européenne.
4. Existe-t-il encore des terrains vierges à conquérir par le droit du marché ?
5. Si historiquement, l'extension du marché s'est concentrée sur certains secteurs bien ciblés, comme l'agriculture⁴, est-ce que le droit du marché connaît, encore aujourd'hui, des perspectives d'extension ? Autrement dit, dans quels secteurs des îlots de résistance empêchent encore l'achèvement du marché intérieur ? *Cf* l'énergie, les communications électroniques, les services financiers, etc
6. Est-il encore pertinent de raisonner, à propos du marché intérieur, en considérant ce marché comme « un espace sans frontières intérieures »⁵ ? Est-ce que l'articulation entre la dimension interne et externe du marché est en l'état suffisamment bien construite, pensée, conceptualisée⁶ ?
7. Est-ce que la mise en valeur de nouveaux espaces (l'espace spatial au service des personnes, le marché unique numérique, l'espace maritime, etc.) ne conduit pas, notamment pour des raisons géopolitiques majeures, à faire évoluer le contenu et les orientations de la politique du marché ?

³ E. Letta, *Much more than a market, Speed, Security, Solidarity*, Report, avril 2024, disponible à l'adresse suivante [<https://www.consilium.europa.eu/media/ny3j24sm/much-more-than-a-market-report-by-enrico-letta.pdf>]

⁴ Par ex., article 38 §1 TFUE : « Le marché intérieur s'étend à l'agriculture, à la pêche et au commerce des produits agricoles... ».

⁵ Article 26 §2 TFUE.

⁶ L'on songe par exemple aux enjeux juridiques soulevés par la directive (UE) 2024/1760 sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, le règlement (UE) 2024/3015 relatif à l'interdiction des produits issus du travail forcé sur le marché de l'Union, ou encore révélés par la mise en œuvre des règles de concurrence (exemple de la fusion Alstom/Siemens).